



Palais de l'Élysée, le mardi 9 novembre 2021

ALLOCUTION DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Françaises, Français,

Mes chers compatriotes de métropole, d'outre-mer et de l'étranger,

Je tenais, en cet automne 2021, à revenir vers vous pour répondre aux interrogations, parfois aux inquiétudes qui sont les vôtres sur notre situation sanitaire, économique, sociale et géopolitique.

Depuis près de deux ans, nous sommes confrontés à une pandémie exceptionnelle.

Nous avons tous ensemble tenu et, je le crois, fait à chaque étape les choix collectifs indispensables pour protéger chacun d'entre nous et nous protéger comme Nation.

Nos décisions se sont toujours fondées sur la connaissance scientifique, sur l'impératif de nous protéger, sur la volonté d'agir de manière proportionnée et sur la conviction que la responsabilité individuelle et collective, sont notre première force.

C'est cela qui nous a conduit à décider à deux reprises d'un confinement quand il le fallait, au printemps puis à l'automne 2020. Ensuite, à tenir bon avec un couvre-feu et des règles adaptées à chaque territoire au début de cette année 2021 alors que beaucoup de nos voisins fermaient tout.

Nous avons depuis le début de cette année 2021 pu disposer de vaccins, en acheter puis en produire.

L'Union Européenne a ainsi produit plus de 2 milliards de doses de vaccins durant cette année, soit, plus qu'aucune autre puissance du monde.

S'agissant de la France, depuis la première vaccination en décembre 2020, nous avons injecté en dix mois plus de 100 millions de doses.

51 millions d'entre vous sont aujourd'hui complètement vaccinés, ce qui fait de nous l'un des pays du monde les mieux protégés.

Grâce au pass sanitaire et à la stratégie mise en œuvre depuis le mois de juillet dernier, nous sommes parvenus à maîtriser l'épidémie.

En rappelant ces choix et nos résultats, j'ai, en cet instant, une pensée à la fois respectueuse et émue pour tous nos compatriotes qui ont disparu, et pour leurs familles, et, je veux à nouveau remercier nos soignants, nos associations, toutes celles et ceux qui ont contribué à tous ces efforts.

Pour autant, nous n'en n'avons pas terminé pour avec la pandémie.

D'abord, parce que des dizaines de milliers de nos compatriotes sont touchés par ce qu'on appelle le « COVID long » dont les symptômes – qui sont, la perte de goût, de l'odorat, l'épuisement, la dégradation de la santé mentale, font l'objet d'une prise en charge spécifique.

Ensuite parce que, nous le savons, il nous faudra vivre avec le virus et ses variants jusqu'à ce que la population mondiale dans son ensemble soit immunisée. Et c'est pour cela que d'ailleurs dès le début, la France s'est engagée pour donner des doses aux pays les plus pauvres et les pays en voie de développement. Nous sommes au rendez-vous de cette solidarité internationale et nous continuerons de le faire.

Nous n'en n'avons pas terminé parce qu'à court terme, l'Organisation Mondiale de la Santé le dit, la cinquième vague a commencé en Europe. Au Royaume-Uni et en Allemagne, plus de 30 000 nouveaux cas supplémentaires sont enregistrés chaque jour. Et si, grâce à vos efforts, la situation en France est plus favorable, l'augmentation de 40% en une semaine de notre taux d'incidence et la remontée des hospitalisations sont des signaux d'alerte. De même que la situation dans certains territoires d'Outre-mer où la vaccination demeure encore insuffisante dans bien des cas, et qui ont beaucoup souffert ces derniers mois. Je veux ici leur dire à nouveau la solidarité nationale et leur dire que tout continuera d'être fait, comme depuis le début de la crise.

Tout cela doit nous conduire à la plus grande vigilance et nous pousser à agir.

Parce que nous avons fait le nécessaire pour nous protéger, nous pouvons continuer à maîtriser la situation si chacun d'entre nous prend sa part.

Mon premier message est ainsi un appel. Un appel à l'esprit de responsabilité des six millions d'entre vous qui n'ont encore reçu aucune dose de vaccin.

Vaccinez-vous. Vaccinez-vous pour vous protéger. La vaccination est ouverte à tous sauf aux enfants de moins de 12 ans. Je rappelle qu'une personne vaccinée a 11 fois moins de chances de se retrouver à l'hôpital en soins critiques. Je rappelle aussi que des milliards d'individus sur la planète ont déjà eu le vaccin et que nous avons maintenant déjà un certain recul.

Vaccinez-vous pour pouvoir vivre normalement : avec le vaccin, il vous sera possible d'obtenir un pass sanitaire et ainsi de vous rendre librement dans les cafés, les restaurants, les lieux de culture, de sport, de loisirs sans tests PCR.

Être libre dans une Nation comme la France implique d'être responsable et solidaire. Je compte donc sur vous.

Face au regain de l'épidémie, les plus vulnérables sont nos aînés et ceux qui souffrent d'obésité, de maladies cardio-vasculaires, de maladies respiratoires ou de diabète sévère.

Toutes les études montrent en effet que 6 mois après le vaccin, l'immunité diminue et donc le risque de développer une forme grave réaugmente.

La solution à cette baisse d'immunité est l'injection d'une dose de vaccin supplémentaire : ce qu'on appelle, le rappel.

Une campagne a été lancée depuis la fin de l'été pour tous les plus de 65 ans et les plus fragiles, il nous faut aujourd'hui l'accélérer.

Si vous avez été vacciné il y a plus de six mois, je vous appelle à vous protéger en prenant rendez-vous, dès maintenant, auprès d'un centre de vaccination, de votre médecin ou de votre pharmacien. Il est possible de faire ce rappel en même temps que le vaccin contre la grippe.

A partir du 15 décembre, il vous faudra justifier d'un rappel pour prolonger la validité de votre pass sanitaire.

Les personnes qui ont moins de 65 ans voient aussi la protection conférée par le vaccin diminuer au fil du temps. D'ailleurs au moment où je vous parle, plus de 80% des personnes en réanimation ont plus de 50 ans. C'est pourquoi une campagne de rappel sera lancée à partir du début du mois de décembre pour nos compatriotes âgés de 50 à 64 ans.

Nous avons saisi les autorités scientifiques afin qu'elle puisse nous indiquer dans les tous prochains jours les modalités pratiques et les échéances à suivre. De la même manière que nous avons organisée, vous vous en souvenez sans doute, durant le premier semestre, la campagne de vaccination.

Le vaccin, pour efficace soit-il, ne suffit pas.

Dans ce contexte de reprise épidémique, il nous faut en même temps redoubler de vigilance.

Tous les assouplissements un moment envisagés seront donc reportés pour conserver les règles actuellement en vigueur. Même si je sais combien cela est difficile, le port du masque à l'école sera donc pour le moment maintenu.

L'application des gestes barrière qui protègent autant contre le COVID19 que contre les maladies contagieuses de l'hiver, doit aussi faire l'objet d'une attention accrue. Nous avons tous un peu relâché nos efforts, et c'est bien normal. Il faut donc les reprendre.

Les contrôles pour l'application du pass sanitaire dans les établissements concernés et pour les entrées dans les ports, les aéroports, les gares, seront renforcés.

Et nous continuerons, comme nous avons toujours fait, à adapter nos décisions territoire par territoire en fonction de l'évolution de l'épidémie.

C'est donc grâce à la vaccination, au pass sanitaire, aux gestes barrière que nous pourrons continuer de vivre, ne pas restreindre d'autres libertés et ne pas refermer des activités.

Enfin, c'est parce que la France a très tôt misé sur la recherche sur les traitements, et que nous avons su en commander très en amont, que nous bénéficierons d'une nouvelle arme pour lutter contre le virus avec l'arrivée dès la fin de l'année des premiers traitements réellement efficaces contre les formes graves de COVID 19.

Durant cette période, notre Nation s'est toujours attachée à protéger chacun de nous sur le plan éducatif, économique et social.

Nos enfants : nous avons été l'un du pays du monde qui a le plus ouvert ses écoles.

Nos jeunes : nous avons accompagné les étudiants avec le repas à un euro, et des aides spécifiques pour les boursiers.

Les plus précaires : grâce à une politique d'hébergement social inédite et aux aides exceptionnelles versées, nous avons évité à près d'un demi-million de nos compatriotes de basculer dans la pauvreté.

Nos artistes, artisans, indépendants, salariés, entrepreneurs ont été accompagnés avec le chômage partiel, les prêts garantis par l'Etat, le fonds de solidarité et de nombreuses aides sectorielles.

Nous continuons et continuerons d'adapter nos réponses en fonction des besoins, c'est pourquoi, par exemple, les prêts garantis par l'Etat seront prolongés jusqu'en juin 2022.

Nous avons aussi soutenu nos soignants. Nos soignants qui ont tant donné durant la crise et éprouvent aujourd'hui une légitime fatigue. Ils ont été augmentés de 200 à 400 euros nets par mois en moyenne. 500 établissements hospitaliers vont être restaurés, des milliers de maisons de retraite rénovées grâce à un effort sans précédent de 19 milliards d'investissement partout sur le territoire. Ces mesures, qui s'ajoutent à beaucoup d'autres comme la fin du *numerus clausus* pour les médecins ou l'augmentation du nombre de postes d'infirmiers font que jamais depuis la création de la Sécurité sociale, nous n'avions autant investi dans la santé. Il le fallait.

Il le fallait après des décennies d'abandon, de sous-investissements, mais il nous reste, je le sais, encore beaucoup à faire.

Cette stratégie du quoiqu'il en coûte couplée aux 100 milliards du plan de relance que nous avons décidé grâce à notre initiative européenne, nous a permis, non seulement de résister à la crise mais de rebondir plus fort aujourd'hui.

Notre croissance dépasse les 6%, la France est en tête des grandes économies européennes. Le chômage est au plus bas depuis près de quinze ans, et nous sommes l'un des seuls pays du monde où le pouvoir d'achat a continué à progresser, en moyenne, et où la pauvreté n'a pas augmenté. Nous avons réussi cela en maîtrisant nos dépenses publiques, puisque notre déficit sera inférieur à 5% de notre PIB dès cette année.

Tout cela c'est le fruit de nos choix collectif et c'est aujourd'hui encore, que nous devons prendre de nouvelles décisions pour rester maîtres de nos vies comme citoyens et maîtres de

notre destin comme Nation pour les années qui viennent. Oui, car nous avons devant nous une forme d'accélération du monde, des grandes décisions qui sont à prendre.

D'une part, notre situation économique reste toujours à consolider dans un monde où les tensions sur les approvisionnements et les coûts des matières premières et de l'énergie, génèrent pénuries et inflation. Je sais que beaucoup d'entre vous le vivent.

D'autre part, parce que nous ne devons pas viser seulement 7% de chômage, mais bien le plein emploi. Nous sommes en train progressivement tous ensemble de faire en sorte que chaque Française, chaque Français, puisse, par son travail, construire sa vie, mener à bien ses projets.

Notre économie crée des emplois comme jamais. Au point que, dans des secteurs comme la restauration, le BTP, les services, l'artisanat ou l'industrie, tous les entrepreneurs me disent peiner à recruter aujourd'hui.

Au moment où 3 millions de nos compatriotes se trouvent encore au chômage, cette situation heurte le bon sens.

Pour la dépasser, pour faire en sorte que toutes les offres d'emplois soient pourvues, nous devons agir sur tous les fronts.

Depuis quatre ans, le travail paie mieux avec l'augmentation de la prime d'activité de 100€ au niveau du SMIC, avec la défiscalisation des heures supplémentaires et des pourboires, avec des baisses d'impôts inédites. Par rapport au début du quinquennat, c'est au minimum 170 euros de pouvoir d'achat par mois en plus pour les bas salaires. Il faudra dans les années à venir poursuivre ces choix, et financer notre modèle social en taxant moins le travail encore.

Nous avons aussi beaucoup formé.

Avec 15 milliards d'euros mobilisés depuis 2017, jamais autant de moyens n'avaient été engagés pour la montée en compétences des moins diplômés et des demandeurs d'emplois.

Pour notre jeunesse aussi, nous avons déployé un effort spécifique, avec la réforme de l'apprentissage et de l'alternance, atteignant en ce moment même des chiffres records, et grâce au plan 1 jeune 1 solution, nous avons aidé 3 millions de jeunes à trouver une formation, ou un emploi ou un accompagnement. Ce qui fait qu'au moment où je vous parle, le taux de chômage pour les jeunes est au plus bas depuis plus de quinze ans.

Pour les 500 000 jeunes sans emploi et les moins qualifiés, j'ai annoncé dans la lignée de ce que je vous avais dit le 12 juillet dernier, le lancement pour le 1^{er} mars 2022 du Contrat Engagement Jeune.

Un Contrat et non un Revenu parce qu'aux droits que nous ouvrons – à avoir 20 heures de suivi intensif, une allocation pouvant aller jusqu'à 500 euros - correspondent des devoirs – devoir d'assiduité, devoir de suivre les formations proposées et de s'engager pleinement.

Plus largement, pour que le travail permette de vivre dignement et paie toujours davantage que l'inactivité, nous conduisons en ce moment même une indispensable réforme de l'assurance chômage.

Depuis un mois, les règles ont commencé à changer pour rendre la reprise du travail plus attractive dans tous les cas.

Et à partir du 1^{er} décembre de cette année, une nouvelle étape va s'engager : il faudra avoir travaillé au moins 6 mois dans les deux dernières années pour pouvoir être indemnisé, alors qu'aujourd'hui les droits au chômage sont ouverts au bout de quatre mois de travail.

Enfin, Pole Emploi passera en revue les centaines de milliers d'offres d'emploi disponibles sans réponse dès les prochaines semaines.

Les demandeurs d'emplois qui ne démontreront pas une recherche active verront leurs allocations suspendues.

Le 12 juillet dernier, j'avais évoqué devant vous la nécessaire réforme des retraites.

La situation sanitaire que nous vivons et qui est en train de se dégrader partout en Europe, le souhait unanime exprimé par les organisations syndicales et professionnelles de concentrer les efforts sur la reprise, le besoin de concorde dans ce moment que vit notre Nation, font que les conditions ne sont pas réunies pour relancer aujourd'hui ce chantier.

Pour autant, notre volonté de sauver notre modèle par répartition et d'en corriger les inégalités n'a pas changé.

Ce 1^{er} novembre, la retraite minimale pour les agriculteurs, qui est attendue depuis si longtemps, est entrée en vigueur.

Et dès 2022, il faudra, pour préserver les pensions de nos retraités et la solidarité entre nos générations, prendre des décisions claires. Elles feront légitimement l'objet de débats démocratiques indispensables. Mais elles devront suivre à mes yeux des principes simples.

Travailler plus longtemps en repoussant l'âge légal.

Aller vers un système plus juste en supprimant les régimes spéciaux, en harmonisant les règles entre public et privé et en faisant en sorte qu'au terme d'une carrière complète, aucune pension ne puisse être inférieure à 1 000 euros.

Aller enfin vers plus de liberté, c'est-à-dire permettre de partir en retraite progressivement, d'accumuler des droits plus rapidement pour celles et ceux qui le souhaitent, d'encourager le travail au-delà de l'âge légal, aussi, pour celles et ceux qui en ont envie.

La retraite ne doit être ni une contrainte ni une angoisse, mais un choix plus libre, plus simple, plus lisible.

Aujourd'hui comme hier, vous le voyez, le travail continue donc d'être notre boussole, le fil rouge de notre action.

Non seulement parce que pour chacun d'entre nous, c'est le travail qui nous permet de créer des liens, d'augmenter notre pouvoir d'achat, de progresser tout simplement dans la vie en accédant à la propriété, en protégeant notre famille, nos proches, en concrétisant nos projets.

Mais aussi parce que sur le plan collectif, le travail de tous est ce qui nous permet, en tant que Nation, de faire nos choix, et de garantir notre indépendance.

C'est par le travail, et par plus de travail, que nous pourrons préserver notre modèle social, nos retraites, la prise en charge des malades, l'accompagnement des familles, la meilleure inclusion à l'école, au travail ou dans des structures adaptées pour les personnes en situation de handicap.

C'est par le travail aussi que nous permettrons à nos aînés de vivre plus longtemps chez eux ou d'être mieux accompagnés. Une cinquième branche de la Sécurité Sociale a été créée, elle sera pleinement mise en œuvre dans les mois qui viennent, et d'ici au 1er janvier, les professions du soin et de l'aide à domicile auront vu leurs salaires revalorisés. Nous sommes en train collectivement, en ce moment même, malgré la pandémie, de construire pas à pas un véritable service public de l'autonomie pour nos aînés. Nous le finançons et le financerons par davantage de travail.

C'est par le travail de tous que nous pourrons continuer de rendre notre Etat plus solide.

Nous avons depuis 2017 recruté 10 000 policiers et gendarmes, nous avons substantiellement augmenté le budget de la Justice, d'une manière inédite.

Les résultats sont là : 36 attentats terroristes déjoués, la baisse d'un quart du nombre de cambriolages et de vols de véhicules, des saisies et des arrestations record en matière de trafic de drogue.

Mais très clairement, nous sommes lucides sur le travail qu'il reste à faire. La violence, de retour dans toutes les sociétés occidentales, exige d'aller plus loin.

Nous devons ainsi poursuivre et renforcer nos actions pour lutter contre les violences faites aux femmes, pour mieux protéger nos enfants.

Et dans le prolongement des travaux du Beauvau, une loi de programmation pour nos sécurités intérieures est en cours de discussion. Elle sera présentée au premier trimestre 2022 et donnera plus de moyens et allégera les contraintes bureaucratiques de nos forces de l'ordre.

Nous avons aussi lancé les Etats Généraux de la Justice qui, réunissant tous les acteurs, déboucheront au printemps sur des mesures fortes à la fois pour que la Justice soit rendue plus vite et que les peines prononcées soient réellement exécutées.

C'est par le travail de tous enfin que nous pourrons bâtir notre indépendance énergétique.

Nous vivons chaque jour les conséquences de la situation actuelle : le plein plus cher à la pompe, la facture de gaz et d'électricité qui augmente. Ce que nous vivons ces dernières semaines nécessite des réponses d'urgence. C'est pour cela d'ailleurs que le Gouvernement a bloqué les prix du gaz, C'est aussi pour cela que ceux d'entre vous qui gagnent moins de 2000 euros nets par mois, allez recevoir une indemnité inflation exceptionnelle de 100 euros.

Mais si nous voulons payer notre énergie à des tarifs raisonnables et ne pas dépendre de l'étranger, il nous faut toute à la fois continuer d'économiser l'énergie et d'investir dans la production d'énergie décarbonée sur notre sol.

C'est pourquoi, pour garantir l'indépendance énergétique de la France, pour garantir l'approvisionnement électrique de notre pays et atteindre nos objectifs, en particulier la neutralité carbone en 2050, nous allons, pour la première fois depuis des décennies, relancer la construction de réacteurs nucléaires dans notre pays et continuer de développer les énergies renouvelables.

Ces investissements nous permettront d'être à la hauteur de nos engagements. Au moment où nous allons clôturer la COP 26 à Glasgow, c'est un message fort de la France.

Vous le voyez bien et nous le pressentons tous, dès à présent nous nous préparons à affronter les défis de l'avenir.

Car nous vivons une révolution profonde.

Avec la pandémie, nous avons éprouvé notre vulnérabilité : ce virus soudain a bloqué le monde entier.

Nous avons redécouvert notre dépendance vis-à-vis de l'étranger y compris pour des produits de première nécessité les masques, le paracétamol ou d'autres.

Nous avons réappris avec le vaccin que l'innovation pouvait tout changer et parfois en quelques mois avec une rapidité inédite.

En même temps, les grands enjeux d'avant la crise n'ont pas disparu : la protection de la planète, le défi démographique, le vieillissement, la montée des inégalités.

Nous avons donc d'une manière inédite, tant de décisions à prendre en même temps, tant d'investissements historiques à faire.

Pour relever tous ces défis, pour maîtriser notre destin, le marché seul ne suffit pas. Il faut assumer une intervention publique forte avec, dans quelques domaines clé, des investissements importants. Des investissements de la Nation, des investissements aussi de l'Europe.

C'est pour cela que j'ai lancé le plan France 2030, doté de 30 milliards d'euros sur cinq ans.

Pour investir dans 10 secteurs très porteurs d'avenir comme la décarbonation de l'industrie, le véhicule électrique, l'avion zéro carbone ou encore la culture, la santé, le spatial ou le maritime. Pour éduquer et former nos jeunes dans ces métiers d'avenir.

Pour sécuriser en France la production de composants et de technologies essentiels comme les semi-conducteurs, la robotique ou le cyber.

Notre objectif est clair : que les produits et les technologies qui feront l'économie, les emplois et en quelque sorte les vies de 2030 ne viennent pas seulement des Etats-Unis ou d'Asie, mais bien aussi de France et d'Europe.

Certains pensent ce rêve inatteignable.

Je crois tout le contraire. Je crois que cela relève même de l'ambition faisable, du volontarisme lucide, si aujourd'hui nous continuons de mener les réformes, les transformations et si nous investissons.

Oui, la France a les moyens de conforter ses positions de grande puissance éducative, industrielle, agricole. D'innover, de créer et produire en tenant nos objectifs climatiques et de biodiversité si nous investissons, si levons les freins à l'action, les complexités inutiles et les corporatismes.

Mais la France ne sera pas forte seule.

Les enjeux sont tels, dans le choc des puissances continentales qui se déploie sous nos yeux, que seule une entente européenne, solidaire et volontaire, peut apporter à chacun de nos pays européens, un relais et une force de frappe.

Il suffit d'ouvrir les yeux pour mesurer combien nos intérêts se rencontrent et s'accordent.

C'est dans ce contexte du choc des puissances américaine, chinoise, russe et de déstabilisation de nombreuses zones du monde que notre pays aura dans deux mois la charge de présider l'Union européenne.

Car les orientations de l'Union ne sont pas lointaines ou évanescentes.

Elles sont même la trame de nos vies et des années qui viennent.

Sans l'Union européenne, nous n'aurions pas si vite disposé du vaccin.

Nos partenaires ne sont pas des étrangers. Sur ce continent qui nous a été donné par le destin, ils sont confrontés aux mêmes vagues, aux mêmes orages que ceux que nous rencontrons.

C'est donc avec eux que nous tâcherons dans les prochains mois de mieux affronter les défis qui sont les nôtres.

Ensemble, de mieux protéger nos frontières extérieures.

Ensemble, de continuer à rebâtir avec l'Afrique une relation de paix, de stabilité et de croissance.

Ensemble, de mieux réguler les géants du numérique.

Ensemble, de bâtir une stratégie crédible de réduction de nos émissions de Co2, compatible avec notre souveraineté industrielle et technologique.

Ce nouveau modèle d'investissement et de croissance auquel je crois pour la France et pour l'Union européenne est celui que je défendrai en votre nom dès janvier prochain en prenant la présidence de l'Union.

Mes chers compatriotes,

Nous avons surmonté ensemble ces derniers mois une conjonction inédite de crises – la pandémie, ses conséquences, le terrorisme, les désordres géopolitiques et j'en passe.

J'ai tâché à la cavalcade de retranscrire tout ce que nous sommes en train de faire et ce qu'il convient de conduire pour les mois à venir.

Mais durant tous ces mois, nous sommes restés soudés, fidèles à ce que nous sommes, profondément humains.

Alors je vois bien, je sens bien, j'entends bien, l'incertitude, les doutes, parfois la fatigue, quelque fois la colère, quand je viens à votre rencontre, qui se manifestent.

La période est difficile, pour beaucoup d'entre vous angoissante.

Mais regardez ce que nous avons réussi ces derniers mois en agissant ensemble. Unis.

Nous avons réussi l'impensable.

Alors je vous le dis avec beaucoup de conviction, n'ayons pas peur !

Croyons en nous !

Croyons en la France !

En une France qui reste elle-même.

Forte de son histoire, de sa culture, de sa langue, de sa laïcité, de ce qui l'unit.

Forte de son esprit de résistance à la dilution dans un monde qui va, à la soumission, aux dogmes, aux obscurantismes, au retour du nationalisme.

Forte de sa volonté d'embrasser l'avenir et de continuer d'assumer sa part d'universel.

Croyons en nous, nous le méritons !

Vive la République.

Vive la France.